

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**  
**Arrêté préfectoral complémentaire**  
**(AIOT N°0010002719)**

**Société MEAC**  
**Communes des Villages-Vovéens**

---

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyages, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°1082 du 26 avril 1989 autorisant la société MEAC à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Voves ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 autorisant la société MEAC à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire marneux et à exploiter une installation de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Voves ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024 portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture ;
- VU** le Porter à Connaissance transmis à l'inspection des installations classées le 4 février 2025 ;

**VU** la transmission, par courriel du 4 juin 2025, du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 4 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** le retard pris par la société MEAC dans le réaménagement de la carrière pour la zone située entre l'oléoduc et la RD154-8 ;

**CONSIDÉRANT** que la société MEAC souhaite :

- Diminuer le volume moyen annuel de matériaux de remblayage extérieur au site à 20 000 t/an ;
- Augmenter ponctuellement le rythme d'apport des matériaux extérieurs jusqu'à 50 000 t/an au maximum afin de pallier le retard susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'est pas de nature à entraîner de nouveaux inconvénients ou impacts significatifs ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'augmenter la surface maximale dérangée afin que la société MEAC puisse continuer à exploiter la carrière ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de modifier le montant de référence des garanties financières ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 susvisé ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la Société MEAC, dont le siège social est situé 10, Le Cormier à Erbray (44110) pour la carrière et ses installations connexes située sur le territoire de la commune des Villages-Vovéens.

### **Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 sont modifiées :

- Article I.2.b relatif aux quantités autorisées ;
- Article II.1.A relatif aux montants de référence des garanties financières ;
- Article III.7.B relatif à la remise en état coordonnée à l'exploitation.

### **Article 3 – Quantités autorisées**

Les dispositions de l'article I.2.B de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 sont remplacées par le présent article :

« La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 90 000 tonnes/an avec une moyenne de 65 000 tonnes/an.

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement est de 90 000 tonnes/an.

L'apport moyen annuel de matériaux de remblayage extérieur au site est de 20 000 t/an.



L'exploitant est autorisé à recevoir davantage de matériaux, dans la limite des 50 000 t/an, jusqu'à finalisation du remblaiement de la zone située entre l'oléoduc et la RD154-8 »

#### **Article 4 – Montant de référence des garanties financières**

Les dispositions de l'article II.1.A de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 sont remplacées par le présent article :

« Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

La poursuite de l'exploitation est menée en 3 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA).

Période	Surface maximales au cours de la période considérée (en ha)			Montant total (en €) ( $\alpha = 1.401$ )
	S1 (C1 : 15 555 €/ha)	S2 (C2 : 34 070 €/ha)	S3 (C2 : 17 775 €/ha)	
Phase 4	3,26	3,25	0,31	233 892,82
Phase 5	4,15	3,20	0,23	248 909,37
Phase 6	3,70	2,35	0,23	198 530,46

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en mars 2025 soit 860,59.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

L'exploitant fournit au préfet d'Eure-et-Loir un acte de cautionnement correspondant à la phase en cours d'exploitation dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la signature du présent arrêté. »

#### **Article 5 – Remise en état coordonnée à l'exploitation**

Les dispositions de l'article III.7.B de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 sont remplacées par le présent article :

« Globalement, la remise en état du site consiste en un remblayage total pour la zone comprise entre l'oléoduc et la RD154 et en remblayage partiel sur le reste de la surface autorisée (création d'une dépression raccordée à la topographie naturelle par des talus en pente très douce pouvant être cultivés).

La remise en état est coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase (n+2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état.

La surface dérangée de la carrière est inférieure à :

- 6,51 ha pour la phase 4
- 7,35 ha pour la phase 5
- 6,05 ha pour la phase 6

Le plan du site à l'état final est joint en annexe 3 »

### **Article 6 – Information**

Dès réception du présent arrêté, l'exploitant informe le gestionnaire de l'oléoduc des nouvelles prescriptions applicables à la carrière. L'inspection des installations classées est informée de cet échange.

### **Article 7 – Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 8 - Délais et voies de recours**

#### **A – Recours contentieux**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de 2 mois à compter de la publication de :

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

#### **B – Recours administratif**

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

**Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **Article 9 - Notification, publicité**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.


#### **Article 10 – Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

13 JUIN 2025

Le Préfet,  
Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN

